



HAL
open science

Espace

Gilles Pinson

► **To cite this version:**

Gilles Pinson. Espace. Dictionnaire d'économie politique : capitalisme, institutions, pouvoir, 2018, pp.210-216. 10.3917/scpo.smith.2018.01.0210 . halshs-01872512

HAL Id: halshs-01872512

<https://shs.hal.science/halshs-01872512v1>

Submitted on 18 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Espace

Gilles Pinson

Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux

In Colin Hay et Andy Smith (dir.), *Dictionnaire d'économie politique. Capitalisme, institutions, pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, collection Références, p. 210-216.

Commençons par l'énoncé d'un parti pris : l'espace sera ici essentiellement considéré au travers des espaces subnationaux. Poursuivons par un schéma. Si l'on dessine un triangle dont les trois points sont le capitalisme, le politique et l'espace et que l'on considère la production scientifique sur les relations entre ces points, que constate-t-on ? Une grande division du travail d'abord. Le lien entre capitalisme et politique a été pris en charge par l'économie politique sans grands égards pour sa dimension spatiale. La relation politique-territoire a été traitée abondamment par la sociologie politique du « local » à distance des considérations d'économie politique. Les travaux sur la relation entre capitalisme et espace ont souvent été le fait des sociologues, géographes et économistes. Ce troisième ensemble de travaux n'a pas totalement évacué le politique, ce qui justifie qu'on le traite dans le premier mouvement de ce texte, mais l'a souvent relégué dans des fonctions secondaires. Ce n'est que récemment que des travaux ont tenté de penser ensemble ces trois pôles. Nous les aborderons dans un second temps.

Une économie politique de l'espace... sans politique

L'approche des rapports entre économie et espace a donc d'abord été le fait d'économistes, de sociologues, de géographes ou encore de figures intellectuelles difficiles à classer comme Henri Lefebvre. Les approches marxistes ont été fondatrices en la matière, même si Karl Marx et beaucoup de marxistes ont eu tendance à privilégier le temps sur l'espace dans leurs analyses. Henri Lefebvre est un des premiers marxistes à accorder une vraie place à l'espace dans ses travaux. Dans *La Production de l'espace*, il écrit ainsi que « le mode de production organise – produit – en même temps que certains rapports sociaux – son espace et son temps. C'est ainsi qu'il s'accomplit » (1974, p. ix). L'espace – bâti et non bâti – est donc un ensemble de configurations qui résulte du mode d'accumulation capitaliste, mais il est aussi un instrument de pouvoir pour les capitalistes et l'État : « Il est, en même temps qu'un moyen de production, un moyen de contrôle, donc de domination et de puissance » (*ibid.*, p. 35). Le géographe David Harvey va lui aussi participer à la prise en charge de l'espace par le marxisme en inventant un matérialisme historicogéographique s'intéressant à la manière dont le capitalisme produit sa propre géographie et dont celle-ci devient à son tour partie prenante du processus d'accumulation capitaliste. Harvey va notamment s'intéresser à l'urbanisation du capital (1985), autrement dit à la manière dont le surplus de capital généré par le capitalisme est réinvesti dans la production des

infrastructures et de l'environnement bâti. Ce faisant, il déplace aussi le regard des marxistes de la production vers la consommation. L'espace et ses variations (en intensité, urbain/rural) sont la matérialisation des flux de capitaux. Toutefois, l'infrastructure physique ainsi générée n'est pas qu'un paysage, le cimetière des surplus du capitalisme. C'est également la matière première de nouvelles stratégies d'accumulation et de spéculation de la part des capitalistes, et notamment de la fraction de ceux-ci incarnant le *property capital* (propriétaires, investisseurs, promoteurs, etc.). Ces stratégies ont pour effet de déterminer la fortune des différents espaces, qu'ils soient délaissés par le capital (*inner cities*, régions industrielles, villes moyennes) ou, au contraire, investis par celui-ci (*suburbs*, espaces gentrifiés, métropoles) (Logan et Molotch, 1987 ; Cox, 2016). Au-delà, ces stratégies d'accumulation peuvent être aussi à l'origine de crises systémiques du capitalisme (Harvey, 2012a), comme l'a montré la récente crise des *subprimes* aux États-Unis (Aalbers, 2011).

Quant au rôle du politique dans cette économie politique marxiste de l'espace, ce sont surtout des sociologues urbains français, qui vont l'aborder dans les années 1960 et 1970. Toutefois, si ces travaux accordent une plus grande attention à l'État que la vulgate marxiste commune, c'est pour en faire un agent qui, par ses investissements dans l'espace (infrastructures, logement, villes nouvelles), facilite à la fois la circulation des capitaux et du travail et gère les contradictions du capitalisme les plus nocives pour l'accumulation (crise du logement, congestion, etc.) (Castells et Godard, 1974). En cela, il demeure pour l'essentiel l'instrument de stratégies de classe (voir les analyses du moment Haussmann à Paris par Lefebvre, 1968 et Harvey, 2003b). Dans les travaux d'inspiration marxiste plus récents, l'État a ce même rôle ancillaire et est dépeint comme l'agent porteur d'un projet néolibéral de généralisation d'un *ethos* et de pratiques de marché au profit, là encore, des classes dirigeantes (Brenner et Theodore, 2002 ; pour une critique, voir Pinson et Morel Journal, 2017).

Même si elle s'y est mise plus tardivement, l'économie non marxiste s'est aussi penchée sur les rapports entre le capitalisme et l'espace, notamment dans le cadre de l'économie géographique. Toutefois, là encore, le regard porté sur le politique est bien souvent expéditif. L'économie géographique s'est d'abord intéressée au rôle de la distance et de la présence d'avantages dits de première nature (qualité du sol, accès à la mer, gisements de matière première, etc.) comme explication de la distribution des activités et des hommes dans l'espace. À partir des années 1980, la « nouvelle économie géographique », incarnée notamment par Paul Krugman, renouvelle le regard sur les rapports entre espace et capitalisme en établissant que les « avantages de première nature ne suffisent pas à faire la fortune ou l'infortune des territoires » (Crozet et Lafourcade, 2009, p. 6). Ce sont aussi les modalités d'implantation des opérateurs économiques dans l'espace – et notamment leur agglomération dans des espaces denses – qui peuvent être à la source d'un surcroît de performance. L'espace n'est donc plus uniquement appréhendé à travers la distance mais comme support d'organisation particulière des facteurs de production. La réduction des coûts de transaction permis par les espaces denses devient potentiellement plus

déterminante dans la compétitivité et la performance économiques que les coûts de transport (Halbert, 2015). Si certains économistes spatiaux reconnaissent volontiers que la capacité d'un espace à générer des économies externes dépend de la qualité des politiques urbaines (Davezies, 2000), l'analyse de cette contribution du politique n'est guère approfondie.

D'autres auteurs, davantage ancrés dans la géographie ou la sociologie économiques vont contribuer à affiner les postulats de l'économie géographique sans toutefois en dire beaucoup plus sur le rôle du politique. Les travaux de Michael Piore et Charles Sabel (1984), Manuel Castells (1989), Pierre Veltz (1996), Allen J. Scott (2008) ou encore Michael Storper (2013) vont mettre au jour les fondements microsociologiques des économies d'agglomération. Dans un contexte où la compétition économique se joue de plus en plus sur l'innovation, la proximité entre agents économiques partageant codes et espaces de socialisation professionnelle est la garantie d'un échange rapide des informations et d'une réorganisation rapide des processus de production. Malgré la globalisation, la distance n'est pas abolie. Le face-à-face, l'insertion dans des réseaux professionnels territorialisés font de l'espace un facteur toujours déterminant de la performance économique. Ainsi, le social est-il réintroduit, mais le politique, pas encore.

Le(s) politique(s) comme vecteur du redéploiement spatial du capitalisme

Un certain nombre de travaux de sociologie et de science politique ont tenté de réintroduire le politique dans le couple formé par l'espace et le capitalisme. Ces travaux vont notamment s'intéresser à la manière dont les acteurs politiques et l'action publique ont pu accompagner le processus de redéploiement spatial du capitalisme induit par la sortie du fordisme et la globalisation.

Les travaux de l'école italienne de sociologie économique sur les districts industriels ont été de ce point de vue déterminants. Les premiers travaux (Bagnasco, 1977) proposent une explication sociohistorique de la nouvelle géographie du capitalisme qui s'ébauche à partir des années 1970 et voit les vieilles régions industrielles souffrir alors que celles qui étaient restées à l'écart des premières phases d'industrialisation prospèrent. Cette position marginale a légué aux régions du Nord-Est et du centre de l'Italie une géographie marquée par la ruralité, les petites villes et des codes socioculturels semi-traditionnels, autant d'éléments favorables au développement de relations sociales marquées par une forte interconnaissance, une faible polarisation des revenus et des statuts ainsi que le partage d'une identité locale forte. Ce terreau socioculturel a permis une industrialisation tardive sous les auspices de la spécialisation flexible, sous la forme de réseaux de PME coopérant entre elles et capables de répondre rapidement à la demande de produits non standardisés. Dix ans plus tard, Carlo Trigilia (1986) prolonge l'analyse en mettant au jour le rôle des partis politiques dans l'entretien – par l'exaltation de l'identité locale et l'entretien d'espaces de sociabilité – du terreau social qui a permis l'épanouissement des districts.

Un autre ensemble de travaux a aussi tenté de mieux identifier le rôle du politique dans l'articulation entre capitalisme et espace. Il réunit des auteurs qui ont travaillé sur le corporatisme, les relations industrielles et les modes de régulation des activités économiques, toutes choses que l'on avait coutume d'observer à l'échelle stationnationale (Crouch et Streeck, 1996). Ces auteurs s'interrogent sur le possible redéploiement des dispositifs institutionnalisés de construction et d'encadrement des activités et interactions économiques – législation du travail, négociations salariales, politiques d'innovation, etc. – à d'autres échelles, et notamment les échelles infranationales (Le Galès, 1998 ; Crouch *et al.*, 2001). Il ne s'agit pas d'enterrer les capacités des espaces stationaux à réguler les activités capitalistes mais de voir comment cette capacité se redistribue à différentes échelles, selon quelles modalités et pour quels effets. Les travaux sur la gouvernance urbaine ont eux aussi pris au sérieux la capacité des politiques et des régulations territoriales à inventer ou à consolider des formes d'encadrement des logiques du capitalisme. La découverte de la vigueur d'un certain nombre de systèmes productifs locaux et des externalités positives fournies par les territoires dans le capitalisme de l'après-fordiste a légitimé l'action économique des gouvernements locaux. Ce « tournant territorial » a donné lieu à des mobilisations territoriales autour du développement économique et à la montée en puissance des capacités d'action des gouvernements urbains en matière économique (Le Galès, 1993 ; Galimberti, 2013). Toutefois, ce que montrent ces travaux, c'est que si en régime capitaliste toute régulation politique du capitalisme est partielle, celle qu'exercent les gouvernements subnationaux l'est sans doute encore davantage. De nombreux leviers leur échappent (encore) : monnaie, rapports salariaux, réglementation des marchés. Leur action économique reste très surdéterminée par leurs compétences historiques, à savoir l'aménagement de l'espace (Galimberti, 2015 ; Lobry, 2017). Leur action en matière de soutien à l'accumulation est rarement articulée avec leur action en matière de reproduction sociale dans un cadre global qui ressemblerait à une forme de corporatisme localisé. Toutefois, il semble qu'aujourd'hui aucun autre niveau de régulation ne puisse prétendre à cette articulation. Dès lors, on peut légitimement considérer que les espaces subnationaux participent, avec d'autres niveaux, et à l'image de ceux-ci de manière partielle et lacunaire, à la régulation du capitalisme.

Bibliographie :

CROUCH Colin, LE GALÈS Patrick, TRIGILIA Carlo et VOELZKOW Helmut (eds), *Local Production Systems in Europe : Rise or Demise?*, Oxford (U. K.)/New York (N. Y.), Oxford University Press, 2001.

HARVEY David, *The Urbanization of Capital*, Oxford, Blackwell, 1985.

STORPER Michael, *Keys to the City : How Economics, Institutions, Social Interactions, and Politics Shape Development*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2013.

TRIGILIA Carlo, *Grandi partiti e piccole imprese : comunisti e democristiani nouvelle regioni e economia diffusa*, Bologne, Il Mulino, coll. « Studi e ricerche », 212, 1986.